

L'étudiant

250 FCFA

N° 258 / Mercredi 03 Septembre 2025

QUOTIDIEN

PRIX PRÉSIDENTIEL DE L'EXCELLENCE

Le grand jour



► Le Palais des congrès de Yaoundé abrite, ce 3 septembre 2025, la grande cérémonie qui célèbre l'excellence scolaire et académique. À la veille de la rentrée, près de quarante distinctions seront attribuées dans six catégories pour honorer les meilleurs acteurs du système éducatif camerounais. **P2**

ROUND UP

CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

Le CHUY mise sur la formation

► La formation, qui s'étend sur trois jours, vise à renforcer les compétences des professionnels de santé. Dès le 16 septembre 2025, les consultations de dépistage débuteront au CHUY sur rendez-vous. **P3**

CONCOURS-ESSTIC

Place à l'oral

► Après les épreuves écrites d'hier, les candidats affrontent dès ce 3 septembre 2025 les jurys pour les séances orales. **P3**

RELEVÉS DE NOTES

Des retraits au compte-gouttes

► Depuis l'annonce de l'OBC sur la disponibilité des relevés du baccalauréat, la grande affluence attendue se fait toujours désirer à l'antenne régionale du Centre. **P3**

UNIVERSITÉ DE DSCHANG

Nouveaux responsables, nouvelle dynamique

► Les trois responsables récemment nommés par décret présidentiel ont été installés le lundi 1er septembre 2025 par le Recteur.

Par Wilfried NTOUDA

L'Université de Dschang a accueilli le 1er septembre 2025, dans l'Auditorium Joseph Fondjo, la cérémonie d'installation des nouveaux promus. M. Tsimi Paul Jiresse, nommé Directeur des Infrastructures, de la Planification et du Développement ; Pr. Rodolphine Sylvie Wamba, désormais Doyenne de la Faculté des Lettres et Sciences humaines ; et Pr. Amadou Monkaree Kutnjem, Directeur de l'Institut des Beaux-Arts de Foumban. Leurs parcours diversifiés entre ingénierie, sciences du langage et droit

incarnent un savant mélange d'expérience, de compétence et de dynamisme. Le Recteur a appelé les responsables à cultiver la paix et la convivialité, conditions nécessaires à la réussite collective, tout en dévoilant le calendrier académique 2025-2026 fixé du 6 octobre 2025 au 31 juillet 2026. La cérémonie s'est achevée par des échanges chaleureux, la remise de bouquets et une photo de famille, symbole d'un nouveau départ pour l'institution. Avec ces nominations, l'Université de Dschang réaffirme son ambition de demeurer un pôle académique d'excellence en Afrique centrale.



RENTÉE SCOLAIRE

Le MINESEC trace la voie

► À quelques jours de la reprise des classes, les concertations se multiplient pour garantir une année scolaire sereine. Le 1er septembre 2025 à Douala elle a tenu une réunion dont l'une des priorités est la lutte contre les établissements scolaires clandestins.

Par Wilfried NTOUDA

Le Lycée technique de Douala-Koumassi a accueilli une réunion stratégique présidée par le Pr. Nalova Lyonga, en présence du Secrétaire d'État auprès du MINESEC chargé de l'Enseignement normal, Boniface Bayaola, et du Gouverneur du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua. Cette rencontre a réuni les responsables régionaux du ministère, les promoteurs d'établissements privés et

d'autres acteurs du secteur autour de dossiers sensibles. Parmi les priorités, la lutte contre les établissements scolaires clandestins, perçus comme une menace pour la sécurité des élèves et la régularité de la carte scolaire. D'autres points tels que l'appropriation du matricule unique et l'opération « Back to school » ont également été discutés. En balisant ainsi le terrain, le MINESEC entend prévenir les blocages et favoriser une rentrée scolaire 2025-2026 réussie.



RELEVÉS DE NOTES

Retrait au compte-gouttes

► En milieu de matinée, ce mardi 2 septembre 2025, une vingtaine de candidats seulement se sont déplacés pour récupérer leur relevé de notes, alors qu'ils sont plusieurs milliers à se présenter aux examens chaque année.

Par Inès Marie NGA (stg)

Pas de bousculade ni de longues files ce mardi à l'antenne régionale du Centre de l'Office du Baccalauréat du Cameroun (OBC). Étienne Roger MINKOULOU, directeur de l'office, a annoncé, dans un communiqué le 1er septembre 2025, la disponibilité des relevés de notes pour la session 2025. Devant la fenêtre grillagée du bâtiment principal de l'antenne régionale du Centre, au quartier Mvolé une petite file se forme. Les candidats attendent calmement. Certains tiennent des chemises cartonnées jaunes. D'autres gardent des photocopies sous le bras. La plupart pianotent sur leur téléphone, chacun attendant d'entendre son nom pour tendre la main et recevoir le fameux relevé de notes. « J'ai besoin du document pour compléter mon dossier d'inscription à l'université », confie Aline Zoa, fraîchement admise au concours d'entrée en première année de l'Institut Africain d'Informatique au Cameroun. Un autre candidat, Éric Giedi, explique : « Je suis venu récupérer le relevé au nom de ma sœur qui étudie à



l'étranger. Heureusement que la procuration est acceptée. ». La majorité des présents à l'antenne régionale du Centre concerne les candidats de la session 2024, venus compléter leurs dossiers dans les délais imposés par les établissements d'enseignement supérieur. Le retrait des relevés de notes est gratuit et s'effectue directement auprès des antennes régionales de l'OBC. Pour l'obtenir, chaque candidat doit présenter une pièce d'identité en cours de validité, sa convocation d'examen, et, si possible, son numéro de jury. Le service est ouvert du lundi au vendredi, de 8h à 15h, et se fait idéalement en personne. Pour les lauréats résidant à l'étranger, une procuration légalisée auprès

de l'ambassade du Cameroun est exigée. Les relevés sont disponibles dès la publication des résultats et publiés après un certain temps de préparation. Les diplômes, en revanche, demandent plusieurs mois avant d'être délivrés. En cas de perte ou de détérioration, un duplicata peut être obtenu après quelques jours de traitement, contre des frais de 5 000 FCFA. Sur place, les agents recommandent de venir tôt afin d'éviter toute attente inutile. Ils rappellent également aux candidats de vérifier attentivement les informations inscrites sur leur relevé avant de quitter le guichet. Et pour que la démarche se passe sans encombre, mieux vaut préparer tous les documents à l'avance.

CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

Formation innovante au CHU

► Le Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé a accueilli, le 1er septembre 2025, le lancement d'une formation en colposcopie inédite. Objectif : renforcer le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus grâce à l'intelligence artificielle.

Par Elena ANGOULA

Présidée par le Ministre d'État, Ministre de l'Enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo, la rencontre s'est tenue sous le thème « Cancer et Intelligence Artificielle : plus jamais une femme ne devrait être victime du cancer du col de l'utérus ». Fruit d'un partenariat avec les Hôpitaux universitaires de Genève, cette initiative mise sur les outils numériques pour améliorer la détection précoce d'un cancer qui reste la première cause de mortalité féminine en Afrique subsaharienne. L'usage

de l'intelligence artificielle permet notamment de repérer plus rapidement les lésions précancéreuses et d'optimiser la prise en charge des patientes. Les échanges ont porté sur l'identification de la zone de transformation du col, région la plus vulnérable, ainsi que sur la notion d'ectopie, fréquente chez les jeunes femmes, où des cellules internes migrent vers l'extérieur. Les spécialistes ont rappelé que le col se compose de deux tissus notamment l'épithélium glandulaire et l'épithélium malpighien dont la jonction constitue un site particulièrement exposé aux lésions. Le directeur du CHU,



le Professeur Vincent de Paul Ndjientcheu, a insisté sur la nécessité de renforcer la coopé-

ration internationale : « Le cancer du col de l'utérus reste l'une des principales causes de décès

aujourd'hui. Nous devons unir nos efforts pour inverser cette tendance. ». Depuis Brazzaville via une vidéoconférence, le Professeur Clotaire Itoua, gynécologue obstétricien, est revenu sur la pathogenèse du cancer du col, rappelant le rôle central du papillomavirus humain (HPV), responsable de la majorité des cas. Selon lui, seule une détection précoce peut briser la chaîne évolutive du virus vers le cancer. En misant à la fois sur la formation des praticiens et sur l'innovation technologique, ce partenariat entre Yaoundé et Genève ouvre une nouvelle ère d'espoir pour la santé féminine au Cameroun.

BACK TO SCHOOL

POWA Initiative Eases Burden for Over 200 Police Orphans

► In a heartfelt ceremony in Douala, the Police Officers Wives Association (POWA) provided essential school supplies and financial support to more than 200 students, to ensure a smooth academic year for the children

By Brigette BATE

This commitment was on full display at the Bonanjo party house as the organization hosted the 10th edition of its annual School Materials Handover Ceremony (REMASCO). For a decade, the Policemen's Wives Association (POWA) has stood as a pillar of support for the families of deceased police officers. The event, which brought together local administrative and municipal authorities, aimed to give children from preschool to university level the tools they need for a successful and stress free school year. Since its founding in 2015, the initiative has supported thousands of children across Cameroon. The ceremony was presided over by Aboubakary Haman Tchiouto, representing the Governor of the Littoral region, and was attended by the Regional Delegate of the National Security. In a speech, the



Secretary General of the Governor's Services expressed his conviction that the students would excel. «I also thank all the partners who have supported these brave women in helping these young Cameroonians, who did not choose to be orphans, but who feel supported by mothers who are and will always be there for them.» Dr. Onda Ongo-

no Diane, the Regional President of POWA in Littoral, emphasized the emotional core of their mission. «Every time we organize this ceremony, we are satisfied to see the children happy, forgetting their misfortune for a moment. That is the most important thing for us,» she said. The impact of POWA's work was powerfully voiced by Merveille Noubi, who

represented the orphans. She expressed profound gratitude for the sustained material and financial support offered to them and their widowed parents over the years. «We promise to make good use of this help so you can be proud of us,» she said, also appealing for future opportunities within the National Security family, calling it «the only true and

beautiful memory we have kept of our parents.» The REMASCO program is a nationwide effort, funded by a network of donors including the husbands of association members, private businesses, and friends, all contributing to ensure that the legacy of fallen officers is honored through the education and support of their children.

PRIX PRÉSIDENTIEL DE L'EXCELLENCE

Moment de gloire pour l'éducation

► Le Palais des congrès de Yaoundé accueille, le 3 septembre 2025, la cérémonie du prix présidentiel de l'excellence et de l'innovation pour l'éducation. Près de quarante distinctions récompenseront les meilleurs acteurs du secteur.

Par Wilfried NTOUDA

Pour Éric Didier Edang, président du comité d'organisation, cette initiative s'inscrit dans la vision du chef de l'État, Paul Biya, qui place la jeunesse au cœur de l'action publique. « Toute transformation majeure passe par l'éducation, et ses acteurs doivent être honorés », a-t-il déclaré, rappelant que le prix vise à encourager l'effort, stimuler l'innovation et renforcer le lien entre école, société et monde professionnel. Le Prix présidentiel de l'excellence trouve son origine dans la volonté de reconnaître l'éducation comme outil fondamental pour libérer le potentiel humain et former des citoyens éclairés. L'employabilité, perçue comme prolongement naturel de l'éducation, est au centre de cette démarche : il s'agit d'aider chaque jeune à transformer ses savoirs en compétences utiles au marché du travail. La cérémonie poursuit plusieurs finalités stratégiques : magnifier l'excellence scolaire et acadé-

mique, valoriser l'innovation pédagogique et numérique, encourager l'inclusion éducative, promouvoir la bonne gouvernance et renforcer le partenariat entre les institutions publiques, le secteur privé, la société civile et les collectivités locales.

Les grandes catégories de prix

Les distinctions se déclinent en six catégories reflétant la diversité et la richesse du système éducatif. Le Prix de l'excellence scolaire et académique récompense les performances individuelles et collectives des élèves, enseignants et établissements. Le Prix de l'innovation éducative met en avant les initiatives pédagogiques novatrices. Le Prix de la gouvernance éducative distingue les structures efficaces et transparentes, tandis que le Prix de l'inclusion et de l'équité en éducation valorise les initiatives en faveur des filles, des zones rurales, des personnes vulnérables et en situation de handicap. Le Prix partenarial et institutionnel honore les partenaires engagés aux côtés du secteur éduca-



tif, et un Prix spécial du jury rend hommage à une personnalité ou une initiative d'exception.

Retombées et perspectives

Au-delà des récompenses, les organisateurs espèrent que la cérémonie suscitera une motivation accrue des apprenants et enseignants, renforcera le prestige du mérite et offrira une visibilité internationale au système éducatif camerounais. Elle doit également mobiliser davantage d'acteurs privés et associatifs autour des va-

leurs de paix, de responsabilité et d'innovation. Le Prix présidentiel s'inscrit dans une dynamique continue. Dès 2026, il sera suivi de nouvelles initiatives comme la Foire de l'emploi inclusif, destinée à rapprocher les jeunes des entreprises et structures de formation, et le Salon professionnel des acteurs de l'éducation, de la formation et des compétences (PROMEX 2026). Des programmes de suivi et d'accompagnement des lauréats sont également prévus afin de garantir un

impact durable.

Un appel à l'engagement collectif

Pour le comité d'organisation, ce prix est avant tout une œuvre collective. Il appelle à la contribution des institutions publiques, des entreprises, de la société civile, des ONG ainsi que des communautés éducatives. « Ensemble, faisons de ce Prix un symbole de reconnaissance et un moteur de transformation pour le Cameroun », a conclu Éric Didier Edang.



Eric Didier Edang MENGALA,

Président du comité d'organisation du prix présidentiel de l'excellence et de l'innovation pour l'éducation.



« Près de 40 distinctions seront décernées »

Pourquoi le prix présidentiel de l'excellence et de l'innovation Présidentiel ?

Pour la simple raison que le chef d'Etat, le président Paul Biya, a toujours encouragé les jeunes à s'éduquer, il a toujours prôné l'excellence. Nous nous sommes dits qu'il était également important que nous, en tant qu'acteurs de l'éducation et membres de la société civile, de pouvoir suivre le pas pour encourager tous nos collègues, les jeunes, tous les acteurs qui sont concernés par l'affaire de l'éducation, de pouvoir donner le meilleur d'eux-mêmes pour le développement de notre pays. Parce que nous savons que toute transformation majeure ne peut passer que par l'éducation et ces acteurs doivent être honorés.

Concrètement, comment ce prix contribue-t-il à combler le fossé entre la formation académique et les besoins réels du marché de l'emploi ?

Il faut comprendre déjà qu'on a souvent reproché au système éducatif de mettre sur pied un ensemble de filières ou de formations

qui ne s'y aient pas avec les besoins du marché. C'est pour ça que nous nous sommes dits qu'il était important d'encourager déjà tous ceux qui essaient d'innover, qui permettent d'offrir aux apprenants des compétences pratiques, de pouvoir mettre cela en avant, de pouvoir encourager les uns les autres à suivre ce pas. Vous allez voir qu'on a parlé de l'innovation.

Ce prix d'excellence ou de prix présidentiel, il s'agit de quoi concrètement ?

C'est le moyen par lequel nous avons trouvé de primer et d'honorer par la plus haute instance du pays, c'est à dire le président de la République les jeunes qui portent de bonnes initiatives. C'est pour ça que nous nous sommes dit qu'au niveau du comité d'organisation, les acteurs de l'éducation doivent se faire honorer par les hautes hiérarchies.

Alors vous donnerez quoi aux lauréats ?

Le premier souhait, c'est de pouvoir présenter à la communauté internationale, nationale, les personnes qui travaillent, qui se battent chaque

jour, que ce soit les parents, les élèves, les établissements, les structures. Le plus important, c'est que ça se passe. Parce que la personne qui va, par exemple, apprécier un lauréat, il ne va pas apprécier sa voix, ce qu'il a eu en termes d'argent. Il va essayer de comprendre comment faire pour que lui aussi, soit honoré à son tour. C'est pour ça le premier objectif, honorer les acteurs. Le deuxième objectif, c'est de présenter ces acteurs aux institutions qui peuvent réellement leur apporter plus que ce que nous ne pouvons leur donner.

L'inclusion et l'équité, les critères clés du prix ?

Tout à fait, parce qu'il faut comprendre que les différentes populations, les différents jeunes, ne travaillent pas dans les mêmes conditions. Il y en a qui sont dans les zones rurales, où l'accès à Internet, l'accès à certaines facilités, n'est pas évident. Alors qu'il y a d'autres qui travaillent dans les meilleures conditions. C'est pour ça que nous voulons prendre en compte toutes ces différentes couches, pour que chacun puisse

se retrouver dans la notion d'excellence et dans la notion du mérite. Le financement de cet événement repose sur des partenariats privés.

Comment assurez-vous que cette dépendance ne biaise pas l'objectif du prix ?

Ce qui est intéressant, c'est que les personnes qui soutiennent l'événement ne sont pas impliquées dans le jury. Le jury est composé de professionnels. Donc ces personnes-là, peut-être ce sont des entreprises, elles cherchent peut-être une certaine visibilité. Mais pour ce qui concerne, par exemple, l'identification des nominés, nous travaillons avec les institutions. Les ministères envoient les différentes propositions. Il y a également des recommandations qui viennent des structures adaptées.

CONCOURS-ESSTIC

Plus de 900 candidats frappent aux portes

► Le concours d'entrée en première année du cycle licence de l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication a débuté le mardi 02 septembre. Ils sont plus près de mille candidats à s'intéresser à une formation dans cette école.

Paul Reinhard WANDJI

Ils étaient un peu plus de 900 candidats à se présenter mardi matin 02 septembre 2025 sur le campus de l'université de Yaoundé 1 pour affronter les épreuves écrites du concours d'entrée en cycle Licence de l'ESSTIC. Dans les amphithéâtres 1001 et 1002, les étudiants ont d'abord traité une épreuve de synthèse de dossier sur le thème de la désinfection et la santé publique. Dans l'après-midi, ils ont eu une épreuve de culture générale avec des citations à commenter, notamment : « celui qui sait ne parle pas mais celui qui parle ne sait pas » ou encore «



Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ».

Une réduction du nombre de places pour la professionnalisation

Supervisant l'examen, le directeur de l'ESSTIC a expliqué à la presse la raison de la réduction du nombre de places. Selon lui, « l'une des voies de la professionnalisation est

la maîtrise des effectifs ». Il a toutefois précisé que cette mesure n'est pas définitive. « Si les prochaines années, on arrive à mieux gérer ces flux d'effectifs, on reviendra peut-être à plus de places », a-t-il ajouté.

Un jury de professionnels pour les épreuves orales

Ce mercredi, place aux épreuves orales. Le recteur

de l'université de Yaoundé 2 a mis en place un jury réparti en neuf sous-commissions. Il est composé d'enseignants d'université et de professionnels reconnus du monde de la communication, tels que : Charles Ndong (Directeur général de la CRTV), Marie-Claire Nnana (Directrice générale de la Sopecam), Georges-Alain Boyomo (Directeur de publication du quotidien Mutations) et Ferdinand Nana Payong (spécialiste en marketing et communication et promoteur du Concours de lecture à haute voix) entre autres. Les épreuves orales se dérouleront du mercredi 3 au vendredi 5 septembre 2025 sur le campus de l'ESSTIC.



Pr. François Marc Modzom,
Directeur de l'ESSTIC

« Il y a quelques changements cette année »

Je pense que tout a fonctionné tel que nous l'avions prévu. Mais il y a quelques changements. Nous avons, par exemple, en journalisme l'année dernière, 70 à réduire de 20 places, parce que du fait des dispositions disciplinaires que nous prenons, nous sommes obligés de caler des enfants qui font parfois deux ou trois ans dans la même classe. Le résultat, c'est qu'en première année, l'année dernière, nous en avions 139. Pour des classes qui sont prévues pour 70 à 80 au maximum. En deuxième année, c'était plus grave, on en avait 169. Et donc, évidemment, il faut tamiser un peu, parce que 169, ce n'est plus les effectifs de grandes écoles, c'est les effectifs de facultés. Donc la première prescription, c'était la discipline. La deuxième, c'est l'équité. L'équité consiste à donner à tous les enfants les mêmes chances, d'où qu'ils viennent, quel que soit leur profil. Y compris les handicapés moteurs, y compris en ayant des difficultés d'acuité visuelle. On a pris toutes ces dispositions, notamment avec un dispositif de braille, pour accompagner le seul candidat malvoyant identifié. Donc, cela que nous avons prescrit à nos divers collaborateurs.



PROCES VERBAUX ANNUELS

Le verdict tombe

► Ils sont déjà disponibles dans plusieurs universités, mettant un terme à l'inquiétude qui pesait sur les étudiants. Entre soulagement pour certains et déception pour d'autres, chacun peut désormais envisager la suite de son parcours académique.

Par Lesly AHANDA

Depuis le 1er septembre dernier, les procès-verbaux sont enfin disponibles dans certains établissements d'enseignement supérieur. À l'Université de Yaoundé I, cette annonce a mis fin à un long suspense, marqué par l'inquiétude et la tension chez de nombreux étudiants. « Je suis maintenant soulagée de savoir que j'ai pu valider mon année. Ma plus grande crainte était d'échouer », confie Marlène Amonbo, étudiante en deuxième année. Pour Yvan, 19 ans, l'attente a été particulièrement éprouvante. « Pendant plus de trois semaines, je dormais très mal. J'attendais ces résultats pour être fixé sur ma situation académique et mes parents qui me mettaient la pression », explique-t-il. Les étudiants n'ont pas tous obtenu les résultats espérés. Malgré tout, certains accueillent la nouvelle avec lucidité. C'est le cas de Grâce, étudiante en Licence 1 à l'Université de Yaoundé II, qui n'a



pas validé son année. « Bien sûr, je suis déçue, mais au moins je sais où j'en suis. Je vais corriger mes erreurs et mieux me préparer pour l'année prochaine », explique-t-elle. Pour beaucoup d'étudiants, la publication des procès-verbaux marque un véritable tournant dans leur parcours académique. Ceux qui ont validé leur année expriment un profond soulagement et une grande fierté face aux efforts consentis tout au long de l'année. Pour d'autres, qui n'ont pas atteint les résultats espérés, c'est un signal d'alerte mais aussi un point de départ vers une nouvelle dynamique de travail. Ce moment de vérité permet à chacun de faire

le bilan, d'identifier ses lacunes et de se fixer de nouveaux objectifs avec plus de détermination et de lucidité. « Maintenant, je peux planifier ma nouvelle année et me préparer sereinement pour la rentrée prochaine, en espérant faire mieux que l'an dernier », confie Jean, étudiant en première année. Qu'ils soient promus ou appelés à redoubler, les étudiants tournent une page importante de leur parcours. La sortie des procès-verbaux marque ainsi non seulement la fin d'une attente, mais surtout le début d'une nouvelle phase, celle de la prise de conscience, de la remise en question et de l'engagement pour la suite.

POLICE CAMPUS

Tous les jours ne sont pas roses

► Chargés d'assurer la sécurité dans les universités, les agents de la police campus doivent quotidiennement composer avec de multiples difficultés dans l'exercice de leurs fonctions.

Par Raïssa MVILONGO (stg)



Les « Oui, vous voulez quoi? C'est pour un renseignement ? »

Lance M. Arnaud Abege, l'un des agents de police campus de l'université de Yaoundé I aux visiteurs. Il est impossible de franchir le seuil de l'université sans apercevoir un de ces agents. Eux qui travaillent parfois dans des conditions pas très favorables font face à certaines difficultés pendant le service. « On rencontre les difficultés de deux ordres. Tout d'abord il y a les étudiants qui ne nous respectent pas et nous avons souvent des altercations avec eux. Ensuite les agressions. Il y'a des personnes qui viennent de l'extérieur nous agresser la nuit pendant le service. » Confie M. Youssoupha. Les agresseurs ne viennent pas toujours de l'extérieur. Parfois, ce sont les étudiants qui se convertissent en braqueurs. Côté organisation, les agents de police campus se

succèdent trois fois par jour. Dès 8h la première équipe se met en place, ensuite une autre prend le relais de 14h à 22h et enfin la dernière est en poste de 22h à 8h. Chaque équipe effectue une patrouille pendant son service. La dernière équipe est celle qui subit le plus d'agression. « Je me souviens d'un jour où l'un de nos collègues qui travaille de nuit a été agressé. Il était en train d'effectuer la patrouille au stade Mateco, un groupe de personne l'a agressé. Ils ont pris son téléphone et l'ont blessé comme il tentait de se défendre » explique M. Alain A. un agent Police Campus en service du côté de Canal Olympia. Bien que ce métier soit risqué, le salaire reste alléchant « Ça dépend des grades, on paye en fonction du niveau d'étude que vous avez. Si vous avez le Cep, vous ne pouvez pas avoir le même salaire que celui qui a le Bepc, le Bacc ou le Probatoire. Les salaires vont de 100000 francs à 180000 francs. » Ajoute M. Alain A.

Yolo

JEUNESSE ET RESEAUX

Prisonniers des apparences

► Entre réseaux sociaux, pression de groupe et quête de validation, de nombreux jeunes vont jusqu'à l'excès pour afficher une vie qui n'est pas la leur.

Par Elena ANGOULA

À Yaoundé, Stéphane, 26 ans, reconnaît avoir contracté plusieurs prêts informels pour financer des sorties et s'acheter un smartphone haut de gamme. « Si tu ne suis pas les tendances, c'est comme si tu n'existes pas. Les gens respectent ce qu'ils voient », explique-t-il, conscient pourtant que cette dette pèse déjà lourd sur ses finances. « Je dois au total 190.000 Fcfa à des amis. C'est un argent emprunté lors d'une virée en boîte de nuit, je devais aussi poser mes bouteilles de whisky ». Cette spirale du paraître dépasse l'achat de biens matériels. Sur les réseaux, certains fabriquent de



toutes pièces une vie idéale. « J'ai des amis qui postent des photos devant des maisons ou des voitures qui ne leur appartiennent pas », confie Aline. « D'autres inventent même des carrières à leurs parents, juste pour donner l'impression qu'ils viennent d'une famille aisée. » Le phénomène prend parfois une plus grande ampleur « Mon visage s'est retrouvé sur tout Facebook il y a un an. J'étais entrée dans une cotisation où l'on contribuait à hauteur de 30.000 Fcfa toutes les deux semaines. En réalité je n'avais pas de revenus stables à cette époque mais je me suis laissée entraîner par le mouvement. Toutes mes copines étaient dans cette cotisation, si je ne l'avais pas rejoint ça aurait donné l'impression que nous n'étions pas au même niveau. » confie Ornella.

Certains commencent pourtant à résister à cette pression. « Moi, j'ai décidé d'assumer mes moyens », tranche Christelle, 21 ans. « Je préfère dire que je vis à Mini Ferme et que ma maman a un petit tourne-dos que d'inventer des histoires dont je ne me rappellerais même plus. Je ne devrais pas être jugée en fonction de qui sont mes parents ou du téléphone que j'ai en mains. Ceux qui m'aiment vraiment m'accepteront comme ça ». Entre dettes, mensonges et illusions soigneusement entretenues, la course au paraître interroge : jusqu'où les jeunes sont-ils prêts à aller pour impressionner ? Une question qui laisse planer une ombre inquiétante sur l'avenir d'une génération tiraillée entre le besoin d'exister et la peur de montrer sa vraie réalité.



MULATAKO

Des légendes Sawa dans un monde futuriste

► Écrit par Reine Dibussi et illustré par Elyons, le tome un de la série (Immersion) publiée en 2020 fait émerger une héroïne pas comme les autres : une enfant née des eaux, gardienne des traditions et symbole de résistance face aux dérives de la société.

Par Inès Marie NGA (stg)

Imaginez un monde sous-marin où les esprits de l'eau, appelés Miengu, coexistent avec les humains. Au cœur de ce monde, se trouve l'école d'initiation de la Pamba, un lieu où les jeunes esprits apprennent à maîtriser leurs pouvoirs. Parmi les élèves, il y a Jéméa, une fillette de 10 ans, jengu (ou mami-wata), pleine de curiosité et d'énergie. Cependant, elle apprend qu'elle va devoir redoubler sa classe, car elle n'est pas assez douée. Le même jour, une nouvelle encore plus inquiétante parvient : le Haut Conseil des Chefs a décidé d'exterminer son école. Cette décision est motivée par la peur que les élèves de la Pamba, en grandissant, deviennent trop puissants et échappent au contrôle des autorités. Face à



cette menace, Jéméa, déterminée à sauver son école et ses camarades, décide de prendre les choses en main. Avec l'aide de ses amis, elle s'engage dans une aventure périlleuse pour contrecarrer les plans du Haut Conseil. Au fil de leur périple, ils découvrent des secrets enfouis, affrontent des dangers inattendus et révèlent des forces insoupçonnées en eux-

mêmes. Cette bande dessinée s'inspire des croyances camerounaises, notamment des esprits de l'eau appelés « miengu », et les transpose dans un univers de science-fiction. À travers son récit, Reine Dibussi, l'autrice et illustratrice, explore des thèmes tels que l'identité, le féminisme (héroïne jeune, agency féminine) et la préservation de l'environnement.

EVENEMENT

CONCOURS IFCPA 2025

ça presse

► Le concours d'entrée à l'Institut de Formation et de Conservation du Patrimoine Audiovisuel (IFCPA) de la CRTV est prévu pour le vendredi 5 septembre 2025.

Par Lesly AHANDA

Les candidats au concours d'entrée à l'IFCPA/CRTV ont rendez-vous ce vendredi 5 septembre 2025. Cet institut, unique en son genre au Cameroun, forme les futurs professionnels chargés de conserver, restaurer et valoriser les archives audiovisuelles nationales. Le concours concerne plusieurs niveaux de formation: le niveau I est ouvert aux titulaires du BEPC, CAP, GCE O-Level ou du Probatoire littéraire, tandis que les niveaux II et III s'adressent aux candidats détenteurs du Baccalauréat, GCE A-Level ou équivalent. Rejoindre l'IFCPA/CRTV, c'est intégrer une structure spé-

cialisée dans la mémoire audiovisuelle du pays, bénéficiant d'un encadrement de qualité et d'un réseau d'experts reconnus. Les dossiers de candidature sont à retirer dans les différentes guérites des immeubles CRTV à Yaoundé et dans les stations régionales, ou via les plateformes numériques de la CRTV. La date limite de dépôt des dossiers était fixée au mercredi 3 septembre. Pour plus de renseignements, les candidats peuvent contacter les numéros indiqués par l'institution. La tenue de ce concours marque une nouvelle opportunité pour les passionnés des métiers de l'image et du son de se former au sein d'un institut d'excellence, au service de la mémoire audiovisuelle du Cameroun.





MARIAGE

Sous le poids de la pression familiale

► Dans de nombreuses familles, atteindre la vingtaine marque le début d'un nouveau type de stress. Qu'on soit encore aux études, en recherche d'emploi ou en train de poser les bases de son avenir, l'entourage semble avoir d'autres priorités entre mariage et procréation.

Par Paul Marcel MBEMBE

À 23 ans, Sandra Egbe, étudiante en master à l'Iric, se heurte à cette question presque chaque fois qu'elle rend visite à ses tantes. « Elles me disent que mes camarades ont déjà deux enfants. Pour elles, faire un master, c'est perdre son temps. » Dans certaines familles, surtout dans les zones rurales, une femme non mariée à 25 ans est vue comme trop exigeante ou carrément suspecte. Pire si elle n'a pas encore d'enfant, on évoque la stérilité. Du côté des hommes, la pression n'est pas moindre. Mais elle prend souvent une autre forme. On attend d'eux qu'ils soient financièrement stables, qu'ils aient un toit et soient capables d'assumer



une femme. À 29 ans, Wilfried Zang, comptable avoue : « Mon père m'a dit que je devrais arrêter de perdre du temps avec mes projets et penser à fonder une famille. Mais je

construis mon entreprise. Est-ce que ce n'est pas aussi important ? » La société semble ne laisser que peu de place au choix personnel. Dans un pays où les repères sociaux traditionnels restent puis-

sants, le mariage reste un symbole de réussite. Peu importe que certains couples se séparent à peine quelques mois après leur union. L'essentiel est d'avoir fait comme tout le monde. Les réseaux sociaux contribuent aussi à accentuer cette pression. Photos de mariages grandioses, annonces de grossesses, baptêmes. Tout semble suggérer que la vie ne commence vraiment qu'une fois marié(e) et parent. « Ce que les gens ne voient pas, ce sont les pleurs derrière les rideaux, les frustrations, et parfois les violences », ajoute Sandra Egbe. Face à cela, une partie de la jeunesse choisit de résister. Des jeunes femmes repoussent l'échéance pour privilégier leur indépendance financière ou leur épanouissement personnel. Des hommes préfèrent stabiliser leurs projets avant de s'engager. Mais ce choix courageux ne se fait pas sans coût émotionnel : reproches, jugements, rumeurs ou même rejet. Selon la sociologue Marie Monayaho, « ces pressions sont le reflet d'une société en mutation, où l'ancienne génération a du mal à comprendre les priorités de la nouvelle. Le défi est de créer un dialogue intergénérationnel pour permettre à chacun de construire son chemin sans culpabilité ». Le mariage n'est pas une mauvaise chose en soi. Mais il ne devrait pas être une injonction. Derrière chaque jeune qui traîne à se marier, il y a parfois un rêve, un combat, une ambition. Et peut-être qu'en laissant à chacun le temps de se construire, on bâtira aussi des familles plus solides, choisies, et non subies.



Ursule Menyeng, 26 ans – Entrepreneur
« J'avance à mon rythme »

Chaque fois que je rentre au village, la première question c'est : « Et le mari ? ». J'ai beau expliquer que je suis concentrée sur ma carrière et mon business mais personne n'écoute. On me regarde comme si j'avais un problème. J'ai déjà un enfant. Pour eux, à mon âge, une femme, même si elle travaille tout l'argent du monde, sans foyer est incomplète. C'est pesant, mais je préfère avancer à mon rythme.



Josué Madine, 30 ans – Universitaire
« On ne fait pas les enfants par simple plaisir »

Mon père me dit souvent que je traîne, que lui avait déjà deux enfants à mon âge. Mais les temps ont changé. On ne peut plus juste faire des enfants ou se marier pour faire plaisir. Il faut avoir une base, sinon c'est la galère. Je veux construire quelque chose avant de penser à tout cela.



Chantal Zouga, 52 ans – Epouse et mère
« A l'époque on se mariait vite »

De mon temps, on ne réfléchissait pas trop. Une fois majeure, on attendait le mariage. Aujourd'hui les jeunes veulent d'abord se construire, mais ça les fatigue aussi. Moi je dis que chacun doit sentir quand c'est le bon moment. Ce n'est pas bon de forcer, mais ce n'est pas bon non plus de repousser trop.



Crochet | JUGEMENT SOCIAL

Le procès silencieux

Il n'y a pas de juge, pas de greffier, pas de salle d'audience. Et pourtant, le procès a bien lieu. Silencieux mais brutal. Dans les couloirs d'un bureau, au coin d'une rue, au détour d'un repas de famille. Celui ou celle qui fait les choses différemment est sur le banc des accusés. Célibataire à 30 ans ? Coupable. Sans enfant ? Suspect. Trop am-

bitieuse ? Arrogante. Les normes sociales, bien qu'invisibles, sont les chaînes les plus solides. Elles dictent qui on doit être, à quel âge, dans quel ordre. Une femme qui n'a pas encore d'enfant à 28 ans est scrutée comme une anomalie. Un homme qui ne parle pas de mariage à 30 ans est traité d'immature, voire de suspect. Il faut cocher les cases : diplôme, boulot, mariage, maison,

enfants. Sinon, les murmures commencent. Mais à quand le procès de ceux qui jugent ? De ceux qui, sans connaître une vie, une douleur ou un choix, pensent avoir le droit de condamner ? La société adore les moules. Elle y verse chacun avec la même cuillère, en oubliant que nous sommes faits de textures différentes. Le plus douloureux, c'est que ces jugements viennent

souvent des proches. Parents, amis, collègues. Pas toujours méchants, parfois même bienveillants mais maladroits, intrusifs, oppressants. On interroge, on compare, on soupire. Et celui qui ne « rentre pas dans le moule » se tait. Sourit. Se replie. Jusqu'à douter de lui-même. Mais la vie n'est pas une course de vitesse. Ce n'est pas à celui qui se marie ou fait un enfant le

plus vite. Ce qui compte, c'est d'avancer avec sens, avec choix, avec conviction. Alors, si ce procès silencieux doit continuer, que l'accusé plaide non coupable. Non coupable de vivre à son rythme. Non coupable de choisir une voie différente. Et surtout, non coupable d'être libre.

Par Paul Marcel MBEMBE



Start-up

NEXBYT TECHNOLOGY

Une aubaine pour les ingénieurs dans le digital

► L'entreprise répond à un double enjeu : accompagner les entreprises dans leur croissance numérique et former une nouvelle génération de talents prêts à relever les défis du secteur technologique.

Par Michelle MBESSA

Fondée en 2022 par Yaya Waliyudini, Nexbyt Technology s'impose progressivement comme une référence technologique au Cameroun. Au cœur de son activité, elle développe des outils puissants comme Empowa360, un écosystème qui regroupe Vigilant Bot (sécurité automatisée), Empowa CRM (gestion de la relation client) et NexFlow (marketing par e-mail). Ces solutions sont conçues pour accroître l'efficacité, la sécurité et la visibilité des entreprises. En parallèle, NexLab offre un espace unique d'apprentissage pratique aux étudiants. Ces derniers y acquièrent

des compétences concrètes en contribuant à des projets réels, tout en fournissant des services d'ingénierie aux entreprises. Une approche qui lie formation et impact direct sur le marché. Fonctionnant majoritairement en ligne, Nexbyt s'adapte à la nature évolutive du digital. Grâce à un portefeuille client en expansion, son chiffre d'affaires mensuel, bien que variable, est en progression continue. La flexibilité de son modèle lui permet de répondre à des demandes variées, locales comme internationales.

À l'origine de Nexbyt, une vision simple mais ambitieuse : résoudre des problèmes concrets à travers la technologie. Pour Yaya Waliyudini, il

s'agissait aussi de donner aux jeunes l'opportunité d'acquérir des compétences numériques pratiques, en phase avec les exigences actuelles du marché de l'emploi. « Le but a toujours été de créer des solutions utiles tout en formant les ingénieurs de demain », affirme-t-il. Nexbyt s'appuie sur une communication dynamique via Facebook, Instagram, LinkedIn, X, ainsi que son site officiel (www.nexbyt.com). Le contact direct avec les entreprises reste également un levier fort pour bâtir des collaborations solides et durables. Nexbyt Technology n'est pas qu'une entreprise technologique. C'est un laboratoire d'idées, de solutions et de talents, résolument tourné vers l'avenir.



Petits Boulots | PLUMEURS DE POULETS

Les affaires tournent bien

► À 19 ans, Jean gagne entre 50 000 et 60 000 francs CFA par mois grâce à la plumaison des poulets au marché Mvog Atangana Mballa. Une activité qui lui permet d'assurer ses besoins sans ne dépendre de personne.

Par Raïssa MVILONGO (stg)

Plumer du poulet au marché est devenu une activité rentable. À Yaoundé, au marché Mvog Atangana Mballa, hommes, femmes et même jeunes s'y investissent pour arrondir les fins de mois. Pour certains, c'est un revenu d'appoint. Pour d'autres, comme Jean, c'est une activité quotidienne à part entière. Arrivé sur les lieux dès 5h du matin, Jean est déjà à son septième client à 11h passées : « Je suis là depuis ce matin, et le marché se passe plutôt bien. J'ai déjà déplumé plusieurs poulets », confie-t-il. Dans ce métier, la ponctualité est cruciale. Plus on arrive tôt, plus on a de chances d'attirer des clients. La journée commence par le ravitaillement en eau à raison de 100 francs CFA par bassine. Jean se procure de l'eau auprès d'un robinet à l'intérieur du



marché. Chaque type de poulet a son tarif : « Les réformés, c'est 200 francs. Pour les poulets de chair et les pondeuses, c'est 100 francs », précise-t-il. Si l'activité est lucrative, elle engendre aussi des charges. Il faut louer un stand : « Du lundi au jeudi, c'est 500 francs. Vendredi et samedi, c'est 1 000 francs parce que ce sont les jours les plus rentables.

Il y a des manifestations, donc les gens achètent beaucoup de poulets », explique Jean. Avec une moyenne hebdomadaire de 12 000 à 13 000 francs CFA, il peut atteindre jusqu'à 60 000 francs le mois : « Grâce à ça, je paie ma chambre et je me prends en charge », conclut-il, fier de sa débrouillardise.

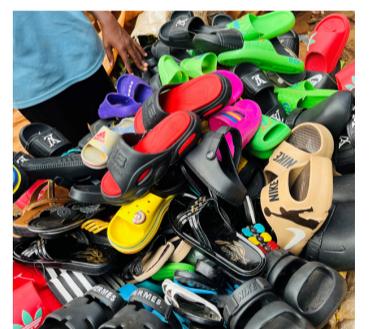
YOUNG HAWKER

Banking coins for school

► At 8:30 a.m., Njomoh Nathan is ready with his wheelbarrow, loaded with slippers for the market. While the young boy's primary goal is to help his mother, his hustle also earns him a small income of his own.

By Brigitte BATE

Noise here, noise there. Vendors are shouting the prices of their goods. "Marché B" in Bafoussam is loud and busy with reconstruction work undergoing there, and with the tightened environment, here comes Njomoh Nathan, a 15-year-old boy with his wheelbarrow filled to the top with colourful slippers. This is Nathan's small business, where he earns some coins to put in his homemade bank. He pushes his wheelbarrow to the same spot every day. Nathan has two clear goals, he wants to help his mother with money for their home, and he also wants to earn enough to pay for his school things. "I am not the only child, but I am the first, so if I can help my mother, why not help her and learn from the hustling" he says. "I will need new books, pens, and other school stuff." Listing some school needs. He is a determined seller, he does not stay quiet. He calls out to people walking past, holds up a pair of slippers, and



shouts out a fake price just to attract passersby. "3 pairs for 500f" that is how he gets customers attention. He tries to speak to everyone who comes near his wheelbarrow and rarely lets a customer walk away without a pair. The slippers are very cheap, but each sale gives him a little money. At the end of the day, all the small amounts add up. He saves every coin for his school and for his mother. "My mother gives me a fixed price I should sell a pair of slippers for, but when I sell for more than that price, I keep the extra money for myself. She is aware; that is my own small thing I get every day," he explains. The market is noisy, but Nathan stays focused on his work not to miss his customers.